SARAH H. CLEVELAND

FACULTÉ DE DROIT DE L’UNIVERSITÉ COLUMBIA

435 W. 116th Street

New York, NY 10027

(212) 854-2651

scleve@law.columbia.edu

# EMPLOI ACTUEL ET ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

FacultÉ de droit de l’UniversitÉ Columbia, New York. Professeur titulaire de la chaire Louis Henkin de droit constitutionnel et des droits de l’homme. Enseigne et fait des recherches dans les domaines du droit international et comparé en matière de droits de l’homme, du droit international humanitaire, du droit relatif à la sécurité nationale, des affaires étrangères et de la Constitution des États-Unis, ainsi que de la procédure civile fédérale (depuis 2007). Membre du Conseil, Columbia University Global Policy Initiative (depuis 2013). Conseiller, Hertog National Security Program (depuis 2011). Aide à coordonner des projets qui visent à favoriser l’état de droit au Myanmar par le biais de l’éducation et de la formation de la société civile, de réformes législatives et constitutionnelles, du renforcement de l’enseignement du droit et d’échanges d’étudiants (depuis 2013).

Codirecteur de la facultÉ, Institut des droits de l’homme, FacultÉ de droit de l’UniversitÉ Columbia, New York. Aide à superviser et à diriger les études, la formation et la promotion du programme sur les droits de l’homme. Les principaux domaines d’activité comprennent la promotion des droits de l’homme aux États-Unis, y compris les rapports avec les mécanismes de l’ONU relatifs aux droits de l’homme, le système interaméricain des droits de l’homme, les droits de l’homme et l’économie mondiale, et les droits de l’homme et la lutte contre le terrorisme (depuis 2007).

Commission europÉenne pour la dÉmocratie par le droit (Commission de Venise). Membre indépendant de l’organe consultatif spécialisé du Conseil de l’Europe sur les réformes en matière de droits de l’homme et d’état de droit. Contribue à l’évaluation de la compatibilité des législations nationales et des réformes constitutionnelles en Europe, en Afrique du Nord, en Amérique latine et ailleurs (Membre et vice-présidente de la sous-commission sur l’état de droit (depuis 2013), membre observateur (oct. 2010-avril 2013).

American Law Institute, Rapporteur coordinateur, *QUATRIÈME REFORMULATION DU DROIT DES RELATIONS EXTÉRIEURES DES ÉTATS-UNIS.* Co-rapporteur coordinateur qui dirige et supervise la préparation d’un ouvrage majeur sur le droit des relations extérieures des États-Unis ; exerce également la fonction de rapporteur sur le statut des traités dans le droit national des États-Unis (depuis 2012).

Projet sur l’harmonisation des normes pour les conflits armÉs. Codirecteur d’un projet transnational spécialisé examinant les réformes qui pourraient être apportées au droit des conflits armés non internationaux. Ce projet fait appel à un comité directeur d’experts internationaux du droit humanitaire et des droits de l’homme issus des milieux universitaires et des gouvernements de l’Australie, du Canada, du Danemark, du Royaume-Uni, des États-Unis et d’ailleurs (depuis 2012).

# EXPÉRIENCE ANTÉRIEURE DANS L’ENSEIGNEMENT

FacultÉ de droit de Harvard, Cambridge (Massachusetts). Professeur de droit international invité titulaire de la chaire Bemis (2006-2007).

UniversitÉ George Washington - Programme d’Oxford sur le droit international deS droits de l’homme, New College, Oxford (Royaume-Uni), (juillet 2006 - juillet 2007).

FacultÉ de droit de l’UniversitÉ Columbia, New York. Professeur de droit invité titulaire de la chaire Samuel Rubin (2005-2006).

FacultÉ de droit de l’UniversitÉ du Michigan, Ann Arbor (Michigan). Professeur invité (automne 2004).

FacultÉ de droit de l’UniversitÉ du Texas, Austin (Texas). Professeur de droit titulaire de la chaire Marrs McLean (2001-2007) ; professeur adjoint (1997-2000) ; professeur de droit (2000-2001). Directeur de la faculté, Transnational Worker Rights Clinic (2004-2007) ; cofondatrice, Rapoport Center for Human Rights and Justice (2004). A supervisé des stages auprès de tribunaux pénaux internationaux (TPIY et TPIR), de la Cour interaméricaine des droits de l’homme et du parlement du Guatemala.

**AUTRE EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE**

Conseiller en droit international auprÈs du conseiller juridique, Bureau du conseiller juridique, Département d’État des États-Unis. A aidé à superviser le travail juridique du Département d’État des États-Unis, notamment dans les domaines des droits de l’homme, de la justice internationale, de la sécurité nationale, du contentieux interne aux États-Unis portant sur des questions de droit international et de relations extérieures, et des questions régionales concernant l’Afghanistan, le Pakistan, l’Inde et Sri Lanka (sept. 2009-août 2011).

AVOCAT-CONSEIL INTERNATIONAL (expert), Département d’État des États-Unis. A fourni bénévolement à temps partiel une assistance juridique spécialisée au sujet de questions portant sur le droit international et les relations extérieures au Bureau du conseiller juridique (sept. 2011-jan. 2013).

Chercheur invitÉ, Institut universitaire europÉen, Fiesole (Italie), (mars-avril 2012).

Groupe consultatif juridique extÉrieur, Royaume de Bahreïn. Faisait partie d’une équipe de cinq juristes internationaux engagés pour offrir des conseils juridiques extérieurs indépendants au gouvernement de Bahreïn sur la mise en œuvre des recommandations sur les droits de l’homme de la Commission d’enquête indépendante de Bahreïn (jan.-mars 2012).

Dialogue entre experts juridiques des États-Unis et de la Chine. A participé en tant que membre public spécialisé de la délégation américaine au dialogue avec des représentants du gouvernement chinois sur des questions relatives à l’état de droit auxquelles doivent répondre ces deux pays. Beijing (Chine), (avril 2012) ; Charlottesville (Virginie), (nov. 2013).

SÉminaires de formation sur le systÈme judiciaire fÉdÉral de l’Aspen Institute sur « le droit international des droits de l’homme et le droit international humanitaire : leur application dans la jurisprudence intérieure ». Chargé de cours sur le droit international des droits de l’homme pour des juges américains au niveau fédéral et des États (nov. 2007 ; mai 2008 ; jan. 2009 ; jan. 2012).

Groupe de travail sur la dÉtention sans procÈs. Cofondateur et coordinateur de ce groupe de travail universitaire qui examinait les questions juridiques et politiques soulevées par la détention de personnes soupçonnées de terrorisme (juillet 2008**-**août 2009).

Groupe de travail sur le projet de droit commercial transitionnel de l’Afghanistan. Expert participant à un projet parrainé par l’Association du barreau des États-Unis pour rédiger un code de l’emploi pour l’Afghanistan après le départ des talibans (2003).

Commission Erlenborn, Corporation des services juridiques. Nommée à une commission fédérale de cinq membres qui examinait l’apport d’aide juridique aux étrangers se trouvant aux États-Unis (1999).

Florida Legal Services, Belle Glade (Floride). Chercheur Skadden. A mené un procès civil sur les impacts pour le compte des travailleurs temporaires caribéens de l’industrie de la canne à sucre et d’autres ouvriers agricoles migrants dans le sud-est des États-Unis (1994-1996).

American Civil Liberties Union Foundation of Florida, West Palm Beach (Floride). Juriste associé dans un grand nombre de dossiers concernant les droits constitutionnels (1994-1996).

Lowenstein International Human Rights Clinic, Faculté de droit de Yale, New Haven (Connecticut). Codirecteur d’une initiative lancée par les étudiants au nom des réfugiés haïtiens pour contester devant les tribunaux fédéraux le programme d’interception par les États-Unis d’immigrants venus de la Caraïbe. A contribué aux recherches et à la rédaction de mémoires présentés à des tribunaux d’instance, des tribunaux de circuit et des cours suprêmes ; a témoigné devant le Congrès américain ; a mené une enquête préalable à la base navale américaine de la baie de Guantanamo (Cuba), (1992).

Schell Center for International Human Rights : projet de recherche en Namibie. A effectué des recherches sur l’impact de l’économie namibienne sur les protections relatives aux droits de l’homme et au droit constitutionnel (été 1990).

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les rÉfugiÉs, Genève (Suisse). A effectué des recherches sur les conditions de rapatriement volontaire des réfugiés sud-africains (été 1990).

Commission on the Skills of the American Workforce, National Center on Education and the Economy, Rochester (État de New York). Responsable de recherches comparatives entre les États-Unis et l’Europe sur les compétences des travailleurs américains et européens (1989-1990).

# ÉDUCATION

FacultÉ de droit de Yale, New Haven (Connecticut). Doctorat en droit (1992). Rédacteur principal, *Yale L. & Pol. Rev.* (1991-1992). Bourse Mary McCarthy sur le droit d’intérêt public (1992). Prix d’excellence Charles G. Alborn de plaidoirie en appel, co-lauréat (1992). Prix annuel des droits de l’homme, American Immigration Lawyers Association, co-lauréat (1992).

Lincoln College, UniversitÉ d’Oxford (Royaume-Uni). Boursier Rhodes (1987-1989). Diplôme de *Master of Studies* en histoire coloniale britannique et du Commonwealth (juillet 1989).

UniversitÉ Brown, Providence (Rhode Island). Honors A.B*. Magna Cum Laude* (1987). Concentration indépendante sur le droit et la santé mentale. A prononcé le discours de sa promotion lors de la remise des diplômes. Membre junior de la société *Phi Beta Kappa*.

# STAGES D’ASSISTANT DE JUSTICE

Cour suprÊme des États-Unis, Washington. Assistante du juge Harry A. Blackmun (1993-1994).

Tribunal d’instance des États-Unis, Washington. Assistante du juge Louis F. Oberdorfer (1992-1993).

**FONCTIONS DANS DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES**

Institut des droits de l’homme de l’Association internationale du barreau, Membre du conseil (depuis 2013).

American Law Institute (depuis 2007). Co-rapporteur coordinateur, *Quatrième reformulation du droit des relations extérieures des États-Unis*, rapporteur pour le projet de reformulation des traités (depuis 2012).

American Society of International Law (depuis 1998). Sponsor de la réunion de mi-année (2013) ; Comité du programme de la réunion annuelle (2012-2013) ; Comité directeur de la table ronde sur la sécurité nationale (depuis 2011) ; présidente du Comité de sélection de quatre projets de la Société (automne 2007-printemps 2008) ; membre, Groupe d’intérêt sur le droit international dans les tribunaux américains (depuis 2002).

Comité consultatif sur le droit international du secrétaire d’État, Département d’État des États-Unis (depuis 2011).

*Columbia Journal of Transnational Law,* Conseil d’administration (depuis 2007).

*Journal of International Economic Law,* Comité de rédaction (depuis 2004).

Association du barreau de la Floride (depuis 1994).

**SÉLECTION DE PUBLICATIONS**

**Livres**

*Supplement to Henkin, Cleveland, et al., Human* Rights (2013) (coauteur).

*Henkin, Cleveland, et al., Human Rights* (Foundation Press, 2nd ed., 2009) (coauteur).

**Articles, essais et chapitres de livres**

*After* Kiobel, \_\_\_ J. Int’l Crim. L. \_\_ (à paraître en 2014).

*Human Rights Derogation, Convergence, and the Law of War and Peace* (à paraître en 2014).

*Defining and Punishing Offenses Against Treaties* (avec William Dodge) (à paraître en 2014).

*The* Kiobel *Presumption and Extraterritoriality*, 52 Colum. J. Transnat’l L.8 (2013).

### *In Memoriam: Tribute to Louis Henkin*, 49 Colum. J. Transnat’l L. 13 (2011).

*Embedded International Law and the Constitution Abroad*, 110 Colum. L. Rev.101 (2010).

*Foreign Authority, American Exceptionalism, and the* Dred Scott *Case,* 82 Chicago-Kent L. Rev. 393 (2007).

*The Legacy of Louis Henkin: Human Rights in the “Age of Terror”, an Interview with Sarah H. Cleveland*, 38 Colum. Hum. Rts. L. Rev. (2007).

*Our International Constitution,* 31 Yale J. Int’l L. 1 (hiver 2006).

*International Decisions: Legal Status and Rights of Undocumented Workers,* 99 Am. J. Int’l L. 460 (2005).

Hamdi *Meets* Youngstown*: Justice Jackson’s Wartime Security Jurisprudence and the Detention of Enemy Combatants,* 68 Albany L. Rev. 1127 (2005).

*The Alien Tort Statute, Civil Society and Corporate Responsibility*, 56 Rutgers L. Rev. 971 (2004).

*Why International Labor Standards?*, dans International Labor Standards: Globalization, Trade and Public Policy, Robert J. Flanagan et William J. Gould, IV, dir. (Stanford Univ. Press, 2003).

*Inter-American Court of Human Rights Amicus Curiae Brief:  The United States Violates International Law When Labor Law Remedies Are Restricted Based on Workers’ Migrant Status*, 1(3) Seattle Journal for Social Justice 795 (printemps/été 2003) (coauteur).

*Powers Inherent in Sovereignty: Indians, Aliens, Territories, and the Nineteenth-Century Origins of Plenary Power over Foreign Relations*, 81 Texas L. Rev. 1 (2002).

*Human Rights Sanctions and International Trade: A Theory of Compatibility*, 5J. Int’l Econ. L. 133 (2002).

*Norm Internalization and U.S. Economic Sanctions*, 26 Yale J. Int’l L. 1 (hiver 2001).

Crosby *and the “One Voice” Myth in U.S. Foreign Relations*, 46 Villanova L. Rev. 975 (2001).

*Human Rights Sanctions and the World Trade Organization,* dans Human Rights, The Environment, and The Liberalization of International Trade, F. Francioni, dir. (Hart Publishing (R-U) 2001).

*The Plenary Power Background of* Curtiss-Wright, 70 U. Col. L. Rev. 1127 (1999).

*Global Labor Rights and the Alien Tort Claims Act*, 76 Texas L. Rev*.* 1533 (1998).

*Aliens and the Duty of Nonrefoulement*: Haitian Centers Council v. McNary, 6 Harv. Hum. Rts. J.1 (1993) (coauteur).

**Médias et blogs**

*The Alien Tort Statute and the Foreign Relations Fallacy,* Symposium en ligne : Kiobel v. Royal Dutch Petroleum, SCOTUSblog (13 juillet 2012 et 24 juillet 2012), disponible sur http://www.scotusblog.com/author/sarah-cleveland/.

*Book Review*, Extraterritorial Application of Human Rights Treaties, par Marko Milanovic, Opinio Juris / EJIL: Talk! (déc. 2011).

*Is There Room for the World in Our Courts?* Washington Post, 20 mars 2005.

*President Not Above the Law*, Dallas Morning News, 30 juin 2004, 19A.

**TÉMOIGNAGES DEVANT DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES**

Commission mixte de la Chambre des Lords et la Chambre des Communes sur les droits de l’homme. Déposition écrite sur la doctrine des secrets d’État, *Report on The Justice and Security Green Paper,* HL Paper 286 HC 1777 (24e Rapport de la session 2010–12) (avril 2012), Liste des dépositions écrites, JS-29 (avril 2012).

Commission du Sénat des États-Unis sur le système judiciaire, Sous-commission sur la Constitution, *Hearing on the Legal, Moral and National Security Consequences of “Prolonged Detention”* (juin 2009).

Commission de la Chambre des représentants sur le système judiciaire, Sous-commission sur la Constitution, *Hearing on House Res. 97 and the Appropriate Role of Foreign Judgments in the Interpretation of American Law* (juillet 2005).

Sous-commission sur la législation et la sécurité nationale de la Commission de la Chambre des représentants sur les activités du gouvernement*, Hearing on U.S. Human Rights Policy Toward Haiti,* 102d Cong., 2d Sess. 97 (1992).

# SÉLECTION D’EXPOSÉS

*The Use of Chemical Weapons as a Criminal Offense: Constitutional/International Law Interaction,* présenté pendant la conférence « Un monde libéré des armes chimiques, et au-delà », Université de Rome, Rome (Italie) (mars 2014).

*Luxembourg Forum,* réunion de la Cour suprême des États-Unis et de la Cour de justice de l’Union européenne, participante universitaire, Luxembourg (fév. 2014).

*Symmetries: International Humanitarian Law and International Human Rights Law,* présenté pendant la conférence à Oxford du Comité international de la Croix-Rouge, Université d’Oxford (R-U) (juillet 2013).

Kiobel, *Universal Civil Jurisdiction and the Liability of Corporations in International Law*, membre d’une table ronde, Institut universitaire européen, Fiesole (Italie) (juin 2013).

Bond v. United States *and the Treaty Power*, panéliste et organisatrice, réunion annuelle de l’American Society of International Law, Washington (avril 2013).

*American Treaty Exceptionalism*, animatrice d’un panel et organisatrice, réunion annuelle de l’American Society of International Law, Washington (avril 2013).

*Burma’s 2008 Constitution & the Rule of Law*, présentation d’un séminaire d’une demi-journée sur des questions comparatives constitutionnelles et relatives aux droits de l’homme ainsi que sur la réforme constitutionnelle destiné à la Commission de l’état de droit et à d’autres membres du parlement birman, Naypyidaw (Myanmar) (fév. 2013).

*Rule of Law and the 2008 Burmese Constitution*, présenté pendant un séminaire organisé par Myanmar Egress, Yangon (Myanmar) (fév. 2013).

*Targeted Killing, Unmanned Aerial Vehicles and EU Policy*, participante invitée à un séminaire d’orientation de haut niveau, Institut universitaire européen, Fiesole (Italie) (fév. 2013).

Réunion d’experts sur les robots autonomes létaux, participante invitée, Institut universitaire européen, Fiesole (Italie) (fév. 2013).

*Derogation, Convergence, and the Law of War and Peace*, exposé présenté lors d’une table ronde en l’honneur de Louis Henkin, Association internationale de droit constitutionnel, Faculté de droit de l’Université Columbia, New York, NY (nov. 2012).

*International Law Versus National Security*, panéliste, réunion annuelle de la Federalist Society, Washington (nov. 2012).

*Guantanamo Military Commissions and the Future of International Criminal Law*, panéliste, Week-end du droit international, Branche américaine de l’Association internationale du barreau, New York (oct. 2012).

Réunion d’experts sur l’avenir de la Cour pénale internationale, participante invitée, La Haye (Pays-Bas) (sept. 2012).

*Rights at War*, Conférence annuelle à la mémoire de Louis Henkin, Faculté de droit de l’Université de Miami, Miami (Floride) (sept. 2012).

*Convergence and Conflicts of Human Rights and International Humanitarian Law in Military Operations: The U.S. Perspective*, panéliste, Université de Pretoria, Afrique du Sud (août 2012).

*Horizontal Complementarity and Universal Jurisdiction*, présentation au Comité consultatif sur le droit international du secrétaire d’État, Washington (juin 2012).

*International Law and Sanctions*, présenté à la conférence sur « Les sanctions intelligentes et l’état de droit », Faculté de droit de NYU, New York (juin 2012).

*The Rule of Law as a Practical Concept*, participante invitée à un symposium du Conseil de l’Europe, Londres (R-U) (mars 2012).

*Here and There: Extraterritorial Protection of Rights After* Boumediene *and* Al Skeini*,* panéliste lors d’une conférence organisée conjointement par la Cour suprême des États-Unis et la Cour européenne des droits de l’homme sous l’égide du Département d’État des États-Unis et de la Faculté de droit de l’Université George Washington ayant pour thème « Le processus judiciaire et la protection des droits : la Cour suprême des États-Unis et la Cour européenne des droits de l’homme », Washington (mars 2012).

*War, Terror, and the Federal Courts, Ten Years After 9/11*, panéliste lors de la réunion annuelle de l’Association of American Law Schools, Washington (jan. 2012).

*Advancing Human Rights through International and Domestic Courts*, panéliste, Faculté de droit de Yale, New Haven (Connecticut) (nov. 2011).

*Libya and Lawfulness*, panéliste, Semaine du droit international, Branche américaine de l’Association internationale du barreau, New York (oct. 2011).

*Transatlantic Dialogues on International Law: International Law and Human Rights*, table ronde parrainée par l’Atlantic Council / Chatham House, Londres (R-U), et Washington (nov. 2010; oct. 2011).

*Hostilities in International Law*, présenté pendant un atelier sur « La Résolution sur les pouvoirs de guerre et la pertinence de l’histoire », Faculté de droit de Harvard, Cambridge (Massachusetts) (oct. 2011).

*The Ethics and Law of International Counterterrorism: The Challenges of the Next 10 Years*, panéliste lors d’une conférence sur « Le droit, la sécurité et la liberté après le 11 septembre : perspectives d’avenir », Faculté de droit de Harvard, Cambridge (Massachusetts) (sept. 2011).

*Consular Notification Reform and the ICJ’s* Avena *Judgment*, exposé à l’intention du Bureau du conseiller juridique du Département d’État des États-Unis, Washington (sept. 2011).

*The United States and Human Rights, A Town Hall with French Youth*, orateur principal, table ronde organisée par la ville de Strasbourg, France (avril 2011).

*The Crisis in Libya: International and Domestic Responses*, exposé présenté à la Faculté de droit de Yale, New Haven (Connecticut) (avril 2011).

*International Humanitarian Law and Security Detention of Suspected Terrorists*, chargé de cours pendant un séminaire pour hauts responsables, Académie de la gouvernance mondiale de l’Institut universitaire européen, Fiesole (Italie) (mars 2011).

*European and United States Counter-Terrorism Policies, the Rule of Law and Human Rights*, participante à un séminaire d’orientation de haut niveau, Institut universitaire européen, Fiesole (Italie) (mars 2011).

*National Enforcement of Universal Jurisdiction Crimes*, exposé présenté lors du Colloque Sokol sur le droit international privé, Université de Virginie, Charlottesville (Virginie) (avril 2010).

*International Human Rights Law, Foreign Sovereign Immunity, and National Courts*, panéliste, réunion annuelle de l’American Society of International Law, Washington (mars 2010).

*A New Era of Principled Engagement: The Obama Administration and International Law,* orateur principal pour un symposium sur « L’impact du président Obama : la nouvelle administration a-t-elle changé la participation des États-Unis dans le domaine du droit international et de la politique internationale ? », J.B. Moore Society for International Law, Faculté de droit de l’Université de Virginie, Charlottesville (Virginie) (fév. 2010).

*International Humanitarian Law in Domestic Law: A Case Study of the United States*, trois conférences, cours de droit relatif aux droits de l’homme de l’Institut universitaire européen, Fiesole (Italie) (juin 2008).

*Embedded International Law and the Constitution Abroad*, panéliste lors d’un symposium sur « L’interaction entre les Constitutions nationales et le droit international », Harvard International Law Journal, Faculté de droit de Harvard, Cambridge (Massachusetts) (avril 2008).

*Geography or Control? International Jurisdiction and Constitutional Protection for Aliens Abroad*, panéliste lors d’un symposium, Georgetown University Law Center, Washington (oct. 2007).

Commentatrice lors d’une conférence sur « L’acceptation du droit européen relatif aux droits de l’homme dans les systèmes nationaux », Faculté de droit de l’Université Columbia, New York (oct. 2007).

**PLAIDOIRIE**

*Brief for Professors Sarah H. Cleveland and William S. Dodge as Amici Curiae in Support of Respondent*, Bond v. United States (No. 12-158) (U.S. 2013) (mémoire à l’intention de la Cour suprême portant sur l’autorité constitutionnelle du Congrès de mettre en œuvre la Convention sur les armes chimiques en vertu de la clause conférant à celui-ci le pouvoir de définir et de punir).

*Brief for Foreign and Comparative Law Experts Harold Hongju Koh, Sarah H. Cleveland, Laurence R. Helfer, and Ryan Goodman as Amici Curiae Supporting Respondents,* Hollingsworth v. Perry (No. 12-144) (U.S. 2013) (mémoire à l’intention de la Cour suprême portant sur des approches comparées de la question du mariage de personnes de même sexe).

*Brief of Professors of Constitutional Law and Federal Jurisdiction as Amici Curiae in Support of Petitioners*, Boumediene v. Bush *and* Al Odah v. United States (Nos. 06-1195 et 06-1196) (U.S. 2007) (coauteur) (mémoire à l’intention de la Cour suprême portant sur l’inconstitutionnalité du refus du droit à l’habeas corpus aux étrangers détenus en tant que combattants ennemis à Guantanamo).

*Brief of Amici Curiae Constitutional and International Law Professors in Support of Plaintiffs / Appellants,* Sarei v. Rio Tinto (Nos. 02-56256 et 02-56390) (9th Cir. en banc, 2007) (coauteur) (portant sur l’application de la doctrine des actes de gouvernement aux litiges relatifs à la loi sur les recours disponibles aux étrangers en cas de délit).

*Brief of Amici Curiae Professors of Constitutional Law and Federal Jurisdiction Advocating Denial of Motion to Dismiss (Reversal)*, Al-Marri v. Wright (No. 06-7427) (4th Cir. 2006) (coauteur) (portant sur l’inconstitutionnalité du refus du droit à l’habeas corpus aux étrangers titulaires d’un permis de séjour détenus en tant que combattants ennemis aux États-Unis).

*Brief of Professors of Constitutional and International Law as Amici Curiae*, Mujica v. Occidental Petroleum (9th Cir. 2005) (coauteur) (portant sur la déférence du pouvoir judiciaire au pouvoir exécutif dans les affaires concernant les droits de l’homme).

*Brief of Law Professors as Amici Curiae*, Benitez v. Mata (No. 03-7434) (U.S.2004) (mémoire à l’intention de la Cour suprême portant sur les limites découlant des principes de procédure équitable concernant la détention pour une durée indéterminée d’étrangers expulsables).

*Brief Amicus Curiae of Immigration and Labor Rights Organization* in OC-18, Advisory Opinion on the Legal Status and Rights of Undocumented Workers*, Inter-American Court of Human Rights* (2003) (coauteur) (portant sur les protections juridiques offertes aux travailleurs migrants par le droit international des droits de l’homme).

*Quincy Farms v. United Farm Workers of America*, Case No. 96-262-CAB (a représenté le syndicat des United Farm Workers dans une action intentée au titre du Premier amendement au sujet d’une injonction interdisant les piquets de grève).

*McDonald v. Okeelanta Corporation*, Case No. CL-91-3105-AO (15th Jud. Cir., Palm Beach Cty., FL); *Phillip v. Atlantic Sugar Ass’n*., Case No. CL-91-3107-AO (15th Jud. Cir., Palm Beach Cty., FL); *Pinnock v. Sugar Cane Growers Cooperative of Florida*, Case No. CL-91-3108-AO (actions collectives intentées par des travailleurs étrangers de l’industrie de la canne à sucre pour des questions de revendications salariales).

*NAACP v. Sec’y of Labor*, 84 F. 3d 1432 (D.C. Cir. 1996) (a représenté un groupe d’environ 30 000 ouvriers agricoles dans une action au niveau fédéral contestant l’application des réglementations des salaires du département du Travail des États-Unis dans l’industrie de la canne à sucre).

*Malcolm v. Okeelanta Corporation* (15th Jud. Cir., Palm Beach Cty., FL) (a représenté 377 travailleurs étrangers de l’industrie de la canne à sucre dans une action contestant le licenciement injustifié de travailleurs).

*Haitian Centers Council v. McNary*, 969 F.2d 1326 (2d Cir. 1992) et 969 F.2d 1350 (2d Cir. 1992) (a apporté son aide à la Lowenstein Clinic de la Faculté de droit de Yale qui représentait devant la justice des Haïtiens détenus à la base navale américaine de Guantanamo et rapatriés de force en Haïti dans le cadre du programme d’interception par les États-Unis d’immigrants venus de la Caraïbe).

**MARS 2014**